

## Notice de sélection pour le Recrutement d'un Consultant Individuel

**IC/72/PCH/2020**

Date: 05 Septembre 2020

<b>Pays :</b>	République Centrafricaine
<b>Intitulé :</b>	Recrutement d'un (e) Consultant(e) National(e) pour la rédaction de document de projet d'autonomisation des femmes dans les sites du Projet de Promotion des Petites Centrales Hydroélectriques en RCA
<b>Durée de la mission :</b>	45 jours ouvrables
<b>Lieu</b>	Bangui

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse e-mail [achats.cf@undp.org](mailto:achats.cf@undp.org) avec mention de la référence et intitulé du dossier.

**Votre proposition devra être reçue** au plus tard le 17 Septembre 2020. N'hésitez pas à écrire à l'adresse [procurement.cf@undp.org](mailto:procurement.cf@undp.org) pour toute information complémentaire.

I. INFORMATIONS SUR LE POSTE	
<b>Titre du poste</b>	Consultant(e) National(e) pour la rédaction de document de projet d'autonomisation des femmes dans les sites du Projet de Promotion des Petites Centrales Hydroélectriques en RCA
<b>Nombre de postes</b>	01
<b>Niveau du (des) Poste (s) (Local ou International)</b>	National
<b>Nature de la consultation (Support/Substance) :</b>	<b>(Support/Substance)</b>
<b>Type de contrat et Grade</b>	IC
<b>Type d'affectation (Home based ou sur site)</b>	Bangui
<b>Lieu d'affectation</b>	République Centrafricaine
<b>Supervision</b>	Représentante Résidente Adjointe au Programme
<b>Durée de la mission</b>	45 jours ouvrables
<b>Date estimative de démarrage de la mission</b>	Dès signature du contrat
II. CONTEXTE	
<p>La République Centrafricaine (RCA) avec une superficie d'environ 623 000 km<sup>2</sup>, 5,069 millions d'habitants (dont 50,2% de femmes parmi lesquelles et 61% vivant en milieu rural), dispose d'un potentiel important en ressources naturelles notamment agropastorale, forestières, minières et hydrauliques avec un potentiel hydroélectrique du pays estimé à environ 2 000 MW dont 1% est valorisé. Malgré ce fort potentiel, la RCA est classée parmi les dix pays les plus pauvres au monde.</p> <p>Les différentes crises que le pays a connues, ont déstabilisé ses institutions et l'ont entraîné dans trois années de transition. L'appui de la communauté internationale a permis à la RCA de retrouver, après trois années de transition, l'ordre constitutionnel à l'issue des élections libres et démocratiques en mars 2016. L'accalmie retrouvée a permis d'adopter le « Plan de relèvement et de consolidation de la paix pour la Centrafrique (RCPCA 2017-2021) » qui a été présenté à la communauté des bailleurs de fonds à la table-ronde de Novembre 2016 à Bruxelles. Ce document sert</p>	

de cadre pour les interventions du Gouvernement et des partenaires au développement et constitue un instrument pour la mobilisation des ressources. Malgré les efforts déployés par le Gouvernement et la communauté internationale dans le sens de la reconstruction, le relèvement et de la consolidation de la paix, le pays demeure fragile, avec d'importants défis à relever.

C'est ainsi qu'au niveau du secteur de l'énergie, malgré les efforts entrepris depuis la grande période d'étiage de 1983, en 2016, le taux d'accès à l'électricité est de 23% à Bangui et 3,7% au niveau national, le taux de desserte est de 24%, et le taux d'électrification de 3,8% et quasi nul à l'intérieur du pays. Ces faibles taux de desserte et d'électrification ont fait de la biomasse et les combustibles fossiles, les principales sources d'énergie en 2016, avec 98% du bilan énergétique soit 2,64 millions de tep de bois consommés durant l'année. Dans ces conditions, le secteur de l'énergie est devenu le 3<sup>ème</sup> plus grand producteur de CO<sub>2</sub> derrière les secteurs agricole et sylvicole avec 2% d'émissions par an qui pourrait atteindre près de 25% du total des émissions de gaz à effet de serre du pays à l'horizon 2030.

### III. JUSTIFICATION

Le cycle de crises dans lequel la RCA se trouve depuis 2013, a progressivement ruiné le tissu économique et social et mis le pays dans un état de vulnérabilité général, avec des besoins énormes pour sa reconstruction. Les indicateurs sociaux économiques se sont dégradés et avec eux, les indicateurs du sous-secteur de l'électricité qui, malgré les efforts entrepris depuis 1983, demeurent parmi les plus bas de la sous-région.

Pendant, il convient de relever que ces conflits armés ont affecté davantage les femmes que les hommes, particulièrement les violences basées sur le genre (VBG) et les impacts négatifs sur leurs activités et sur les conditions de vie des ménages, dont elles doivent assurer seules la charge. Pour améliorer cette situation, les interventions en faveur de l'égalité de genre devront être à la fois transversales, prendre en compte tous les domaines du développement, et spécifiques à savoir axées sur la vie et la situation des femmes, et devront comporter des actions quantitatives pour combler au plus vite le fossé qui existe entre leur situation et celle des hommes. Car, les femmes représentent pourtant 53,7% des actifs contre 46,7% pour les hommes. Elles exercent dans le secteur primaire à concurrence de 74%. Selon le PNUD (2009), la RCA est classée 153<sup>ième</sup> sur 177 pays en termes d'indice de développement du genre (IDG), témoignant l'existence de graves disparités particulièrement dans le secteur agricole. Dans les zones rurales, les femmes assurent 90% de sarclages et désherbages, 80% du transport de production des champs au village. La proportion des femmes actives dans la production vivrière pour assurer l'autoconsommation familiale est de 78,9% en milieu rural contre 37,7% en zone urbaine ; elles sont donc plus affectées par la pauvreté que les hommes. En milieu rural, 81% des femmes contre 69% d'hommes sont pauvres. Malgré leur forte implication dans les activités agricoles, les ressources qu'elles en tirent sont faibles et irrégulières à cause des inégalités dans l'accès aux facteurs et moyens de production. L'indice de développement relatif aux questions de genre (Gender related Development Index du CERDI) pour la RCA de 0,336 est très faible. La femme fait l'objet d'une marginalisation dans le domaine de l'éducation avec en 2015/2016, un taux brut de scolarisation de 84% pour les filles contre 108% pour les garçons. En 2010, selon les résidences, 51,6% de femmes sont alphabétisées en milieu urbain contre 8,3% en milieu rural. La situation de la femme s'est davantage dégradée depuis les crises connues par le pays en 2013 et constitue un sérieux handicap aux emplois décents.

La situation du genre dans le secteur des infrastructures est, pour ce qui concerne l'énergie, caractérisée par l'insuffisance et l'instabilité de l'offre d'électricité en RCA, qui augmentent les coûts de production. Moins de 4% de la population est connecté à l'énergie moderne produite par l'Energie centrafricaine (ENERCA) et les populations rurales n'ont quasiment pas d'accès à l'électricité. Les problèmes dans ce secteur sont vécus par toute la population, mais ils sont plus aigus pour les femmes, parce qu'elles doivent assurer l'approvisionnement de leur famille en combustible, en eau potable, en produit alimentaire. Les infrastructures sont souvent considérées comme « neutres » à l'égard du genre. Mais le constat est qu'en amont, l'absence de l'électricité pénalise beaucoup plus les femmes que les hommes, puisqu'elles dépensent beaucoup d'énergie pour satisfaire les besoins familiaux avec des conséquences graves sur la scolarité de jeunes filles. Ainsi, les impacts sociaux et économiques induits ne sont pas identiques pour les hommes et les femmes. En effet, au-delà de la satisfaction des besoins familiaux, l'accès des femmes à l'énergie moderne crée les conditions de leur autonomisation économique et/ou contribue à l'augmentation de leur pouvoir d'achat par des opportunités qu'il offre.

En 2017, en réponse à cette situation, le PNUD, pour aider le Gouvernement à augmenter le taux d'accès des populations rurales à l'électricité, est en train de réaliser depuis Juin 2018, un projet de promotion des petites centrales hydroélectriques L'objectif est de "garantir l'accès à des services énergétiques efficaces, durables et modernes à la population rurale" d'ici 2030 à un coût abordable "et de manière durable, avec un impact négatif minimal sur l'environnement. Il permet de mettre en œuvre des mesures d'atténuation ayant obtenu l'adhésion du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Le Tableau ci-après présente les localités concernées par ce projet :

Lot	Nom du site	Préfecture	Puissance envisagée (kW)	Cours d'eau	Localités de consommation et distance du site PCH (km)
Lot 1	<b>Chute de Mbecko</b>	Lobaye	600 kW	Mbeko	<b>Mbaïki</b> 10 km du site + 4,5 km de réseau de distribution ENERCA en ville.
Lot 2	<b>Gbassem</b>	Lobaye	550 kW	Loamé	<b>Boda</b> 1,5 km du site + Réseau de distribution ENERCA existant sur 6 km en ville.
Lot 3	<b>Gamboula</b>	Mambéré Kadei	420 kW + 120 kW existante	Kadei	<b>Gamboula</b> 3 km du site + réseau locale existante des ONG. Pas de réseau de distribution en ville.
Lot 4	<b>Baidou (Bac)</b>	Ouaka	600W	Baïdou	<b>Bambari</b> 13 km du site + 8,9 km Réseau de distribution ENERCA existant en ville.

L'examen du Document de Projet signé par le Gouvernement et le PNUD en Juin 2018 conformément à la liste de contrôle sexospécifique a montré que la problématique du genre n'a pas été suffisamment prise en compte. C'est ainsi que le PNUD a recruté en 2019 un consultant national spécialiste du Genre qui a conduit une étude qui a fourni des éléments nécessaires et des outils efficaces pour l'intégration du genre dans le Projet PCH-RCA. Parmi les recommandations de cette étude, figure une idée projet d'autonomisation des femmes dans les sites du projet dont la mise en œuvre contribuera à consolider la note « Gender Marker 2 » attribuée au projet.

C'est dans cette optique que le Bureau du PNUD Centrafrique recherche le service d'un(e) consultant(e) spécialiste du Genre capable de rédiger le document de projet d'autonomisation des femmes dans les sites du Projet de "Promotion des petites centrales hydroélectriques pour alimenter des mini-réseaux afin d'assurer un meilleur accès aux services énergétiques modernes en République Centrafricaine (PCH-RCA)".

#### IV. FONCTIONS ET RESPONSABILITES

Le/la consultant(e) travaillera sous la supervision directe de la Représentante Résidente Adjointe au Programme et en lien direct avec la Chargée de Programme Environnement et Développement Durable, du Chef de Projet (CP) et du Consultant International, assistant technique du Projet. Ce travail se fera en étroite collaboration avec principalement : les cadres du Ministère en charge du Développement de l'Énergie, du Ministère en charge de la Promotion de la Femme, des agences du Système des Nations Unies et autres partenaires nationaux et internationaux concernés, les points focaux de diverses administrations au niveau central et régionaux qui lui seront indiqués au démarrage de la mission ainsi que les cadres du PNUD-RCA, du Centre Régional du PNUD à Addis Abeba, du Hub du PNUD à Istanbul ainsi que toute personne ressource physique ou morale.

L'objectif de cette présente consultation est d'élaborer le document du projet : "Autonomisation des Femmes dans les sites du Projet de Promotion des Petites Centrales Hydroélectriques en République Centrafricaine", selon le format du PNUD.

De manière spécifique, il s'agit de :

- Collecter, analyser et exploiter tout le fonds documentaire caractéristique au Projet ;
- Organiser et coordonner des rencontres avec le Groupe de Travail Participatif (PNUD/Administrations sectorielles/Secteur Privé/Société Civile etc.) pour assurer leur implication et participation effective au processus d'élaboration du document de projet ;

- Identifier et discuter des actions conjointes susceptibles d'être réalisées entre plusieurs agences et partenaires techniques et financiers dans le cadre du projet ;
- Assurer le lien entre les différentes parties prenantes au projet ;
- Démontrer, de façon pertinente et documentée, l'apport du projet ainsi que sa cohérence et/ou sa complémentarité avec les projets similaires, en particulier le projet : « Projet Conjoint Jeunes, Projet genre » ;
- Organiser la validation du document de projet avec l'ensemble des parties prenantes au Projet.

### Résultats attendus

- Le Document de Projet est finalisé et validé ;
- Les comptes rendus des rencontres, réunions avec le Groupe de Travail Participatif, ateliers de restitution/validation incluant les listes de participants et dates des différentes consultations ou rencontres sont disponibles ;
- Le rapport global de la mission est disponible.

### Livrables

- Note sur l'approche méthodologique incluant un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat est disponible.
- Rapport (Draft 1) comprenant les notes synthétiques produites après l'analyse documentaire pour présenter le contexte du projet et le plan de rédaction du Document de Projet.
- Rapport (Draft 2) comprenant le Document de Projet d'autonomisation des femmes dans les sites du Projet PCH - RCA.
- Rapport final transmettant le Document de Projet accepté par l'équipe de supervision et intégrant les observations et recommandations de l'atelier de validation.

### Méthodologie

Le/la consultant(e) national(e) conduira la mission en s'appuyant sur la revue du fonds documentaire disponible et les échanges approfondis avec les principaux acteurs du secteur. Pour cela, Il / elle organisera les rencontres et les entretiens avec les acteurs concernés (publics, privés, société civile), les partenaires, et les personnes ressources, en particulier les échanges avec le Groupe de Travail Participatif, tout comme l'exploitation des informations collectées en vue de la production des rapports.

La phase de démarrage sera marquée par une rencontre de cadrage aux fins d'avoir une vision harmonisée sur les objectifs et les résultats attendus de la consultation. A cette occasion, le/la consultant(e) présentera sa démarche méthodologique et les outils à utiliser ainsi que le chronogramme prévisionnel. Le(la) Consultant(e) devra s'assurer de disposer de toutes les connaissances pour analyser les données et information sur le projet et sur la promotion du genre et de la femme et réaliser les investigations et autres travaux complémentaires pour parvenir à la production du document de projet. Pour cela, le/la consultant(e) national(e) doit effectuer :

- Les rencontres et les entretiens avec les acteurs concernés (publics, privés, société civile), les partenaires, les personnes ressources et les membres de toute l'équipe de gestion du projet ;
- La revue et l'étude de la documentation clé (ex. : Document de Projet, Document d'étude pour l'intégration du genre au Projet PCH – RCA, le Rapport national sur le développement humain de la RCA en 2017, le Rapport national sur les ODDs, le Programme Pays du PNUD, le Document de politique énergétique décentralisée de la République Centrafricaine, le Document de politique de l'environnement, la Stratégie du genre, etc.) ;
- L'exploitation et l'analyse des informations collectées en vue de la production des rapports.

Le/la Consultant(e) s'appuiera sur un Groupe de Travail Participatif composé de représentants du PNUD et des Ministères en charge de l'Énergie/de la Promotion de la Femme/de l'Environnement/de l'Emploi et de la Protection Sociale/de la Santé/de l'Éducation/des Petites et Moyennes Entreprises/de l'Agriculture/des Mines/des Forêts/Secteur Privé/Société Civile etc.) pour les besoins de consultation ou de revue.

La Direction du Bureau du PNUD en RCA et la chargée du Programme Environnement, le Chef de Projet, le Consultant International, Assistant technique du Projet assureront le contrôle-qualité de tous les produits de la mission, en

consultation avec le Centre Régional du PNUD pour l'Afrique et le Directeur Général de l'Agence Centrafricaine de l'Électrification Rurale.

## V. COMPETENCES

### **Corporate :**

- Démonstre l'intégrité en modélisant les valeurs et les normes éthiques des Nations Unies
- Promeut la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD
- Affiche la sensibilité et l'adaptabilité de culture, de sexe, de religion, de race, de nationalité et d'âge
- Traite toutes les personnes de façon équitable sans favoritisme

### **Technique :**

- Exécuter de façon efficace et efficiente les activités visant l'atteinte des résultats du projet ;
- Être motivé et démontrer une capacité à poursuivre son développement personnel et à apprendre ;
- Être capable d'exécuter plusieurs tâches en même temps et de travailler sous pression et sans préavis ;
- Être familiarisé avec la formulation et la rédaction des projets et/ou programmes de changements climatiques ;
- Avoir une forte capacité d'écoute ;
- Avoir une capacité à gérer le temps et à respecter les délais ;
- Disposer d'excellentes capacités rédactionnelles et de production des documents de qualité ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, ...) ;
- Démontrer de bonnes aptitudes en communication écrite et orale en français.

**Communication :** Excellentes compétences rédactionnelles et de communications orales en français

### **Professionalisme :**

- Aptitude démontrée dans la réflexion analytique ;
- Excellentes capacités d'organisation, de rédaction et de rapportage ;
- Capacité de travailler de façon autonome, planifier, hiérarchiser et livrer les tâches dans les délais impartis.

### **Travail en équipe :**

- Ouverture d'esprit et capacité à recevoir/intégrer les feedbacks
- Capacité à travailler sous pression
- Capacité à travailler dans un environnement multiculturel

## VI. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

### **Éducation :**

- Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+4) en Sociologie, Economie, Droit des Affaires, avec des connaissances en développement des entreprises, gestion des projets ou tout autre domaine équivalent ;

### **Expériences professionnelles :**

- Avoir au moins cinq (5) années d'expérience avérée en matière de développement national de préférence sur la problématique du genre dans les domaines socioéconomiques et d'intégration du genre dans le développement ;
- Avoir une capacité d'analyse, et de planification stratégique, intégrant notamment, le genre dans les activités socioéconomiques ;
- Avoir une expérience en gestion des situations ou de projets sensibles au genre ;
- Disposer d'une bonne maîtrise de la langue française et d'une parfaite connaissance de la langue Sango ;
- Avoir une maîtrise de l'outil informatique.
- Disposer d'excellentes compétences en rédaction et en communication.  
(Produire au moins un document publié en tant qu'auteur ou co-auteur).

### **Langue :**

- Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral) et du Sangö
- Familiarité avec l'anglais est un atout.

**Informatique :** maîtrise des logiciels sous Office.

## VII. DOSSIER DE SOUMISSION

### Une proposition technique incluant :

- Une lettre de motivation adressée au Représentant Résident du PNUD en RCA ;
- Les contacts (adresse mail et téléphone) de trois personnes de références pouvant témoigner de vos qualités professionnelles et morales ;
- Une note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les motivations de la candidature ;
- Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée.

**Une offre financière incluant :** les honoraires du consultant, précisant, sur la base de l'approche forfaitaire, le montant des indemnités journalières, le nombre de jours de travail prévus, sur la base de produits/livrables précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs), même si les paiements seront effectués par tranches ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat.

## VIII. CRITERES D'EVALUATION

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

La proposition technique sera évaluée sur son degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :

Critères d'évaluation	Points
<ul style="list-style-type: none"><li>• Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+4) en Sociologie, Economie, Droit des Affaires, avec des connaissances en développement des entreprises, gestion des projets ou tout autre domaine équivalent ;</li></ul>	20%
<ul style="list-style-type: none"><li>• Avoir au moins cinq (5) années d'expérience avérée en matière de développement national de préférence sur la problématique du genre dans les domaines socioéconomiques et d'intégration du genre dans le développement ;</li><li>• Avoir une capacité d'analyse, et de planification stratégique, intégrant notamment, le genre dans les activités socioéconomiques ;</li><li>• Avoir une expérience en gestion des situations ou de projets sensibles au genre ;</li><li>• Avoir une maîtrise de l'outil informatique.</li><li>• Disposer d'excellentes compétences en rédaction et en communication.</li></ul>	70%
<b>Capacités linguistiques</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral) et du Sangö ;</li><li>• Familiarité avec l'anglais.</li></ul>	10%
<b>Total note technique</b>	<b>100</b>

Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.

Dans une deuxième étape du processus d'évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées.

Le marché ou le contrat sera attribué au (à la) Consultant(e) ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%) applicable pour les services intellectuels plus complexes suivant les exigences des TDRs ;

*Cette note financière combinée à 30% est calculée pour chaque proposition sur la base de la formule suivante : Note financière A = [(Offre financière la moins disante) / Offre financière de A] x 30*

**N.B : Les services demandeurs détermineront avec les Opérations l'option la plus adaptée en fonction de leurs besoins.**

**Eligibilité pour l'évaluation technique**

- Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+4) en Sociologie, Economie, Droit des Affaires, avec des connaissances en développement des entreprises, gestion des projets ou tout autre domaine équivalent ;
- Avoir au moins cinq (5) années d'expérience avérée en matière de développement national de préférence sur la problématique du genre dans les domaines socioéconomiques et d'intégration du genre dans le développement ;
- Avoir une expérience en gestion des situations ou de projets sensible au genre ;

**Notation de l'offre technique (100 points)**

- Avoir au moins cinq (5) années d'expérience avérée en matière de développement national de préférence sur la problématique du genre dans les domaines socioéconomiques et d'intégration du genre dans le développement (20 pts)
- Avoir une capacité d'analyse, et de planification stratégique, intégrant notamment, le genre dans la gestion des projets (20 pts)
- Avoir une expérience en gestion des situations ou de projets sensible au genre (10 pts)
- Disposer d'une bonne maîtrise de la langue française et d'une parfaite connaissance de la langue Sango (10 pts)
- Disposer d'excellentes compétences en rédaction et en communication (Produire au moins un document publié en tant qu'auteur ou co-auteur) (10 pts)
- Niveau de compréhension par le consultant de la mission/Cohérence de la proposition du consultant avec les TdRs (20 pts)
- Familiarité avec l'anglais (10 pts)

<b>Mode de paiement</b>	Le tarif journalier doit être "tout - inclus" <sup>1</sup> et une feuille de temps de travail doit être soumise par le consultant, dûment approuvée par le superviseur du consultant, qui doit servir de base pour le paiement des frais.		
	Par Heure	Monnaie	Montant
	Par jour - Oui	Monnaie	Montant
	Par semaine	Monnaie	Montant
	Les modes de paiement seront les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 20% à la remise de la Note sur l'approche méthodologique incluant un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat est disponible</li> <li>• 20% à la remise du Rapport (Draft 1) comprenant les notes synthétiques produites après l'analyse documentaire pour présenter le contexte du projet et le plan de rédaction du Document de Projet.</li> <li>• 20% à la remise du Rapport (Draft 2) comprenant le Document de Projet d'autonomisation des femmes dans les sites du Projet PCH – RCA.</li> <li>• 40 % à la remise du Rapport final transmettant le Document de Projet accepté par l'équipe de supervision et intégrant les observations et recommandations de l'atelier de validation.</li> </ul>		
<b>Temps requis pour l'exécution des demandes de paiement</b> L'exécution des demandes de paiements sera assujettie à l'examen et l'approbation des livrables par le(s) superviseur (s) affecté(s) au projet dans les 30 jours.			

<sup>1</sup> Tout - inclus implique que tous les coûts (frais professionnels, les assurances, le transport local, les communications, les consommables, etc.) qui pourraient être encourus par le consultant sont déjà pris en compte dans le montant final présenté dans la proposition.